



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
TROISIEME TRIMESTRE
2021**

FEVRIER 2022

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Prix des matières premières et inflation	6
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	12
2.1. Production et prix.....	12
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Commerce extérieur.....	14
2.2.2. Balance des paiements.....	15
2.3. Finances et dette publiques	17
2.4. Secteur monétaire.....	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire.....	21
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	23
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.2. Stabilité Financière.....	27
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	31
ANNEXES	32

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollars Américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

En glissement trimestriel, la croissance économique a décéléré au troisième trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+1,1 contre +1,7% au trimestre précédent), en rapport avec la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 qui a entraîné des restrictions des mouvements de population et des difficultés d'approvisionnements des entreprises. L'inflation a globalement augmenté dans les principaux pays avancés et dans certains pays émergents, suite aux perturbations des chaînes d'approvisionnements et à l'augmentation des prix de l'énergie et autres produits de base.

Selon les prévisions du FMI de janvier 2022, la croissance de l'économie mondiale devrait passer de 5,9% en 2021 à 4,4% en 2022, soit un demi-point de pourcentage de moins par rapport aux prévisions d'octobre 2021. Suite à des difficultés d'approvisionnement, principalement aux Etats-Unis et en Chine, le volume du commerce mondial pourrait décélérer en 2022 (6,0 contre 9,3%).

Dans les pays de la Communauté Est Africaine, la croissance économique des pays de la CEA devrait s'accélérer en 2022 (5,6 contre 4,9% en 2021), et serait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (4,0%), en rapport avec d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays. Toutefois, la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 risquent de compromettre l'atteinte de ces projections.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2022 (4,7 contre 3,3%), suite à l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs; primaire (4,3 contre 3,6%), secondaire (4,5 contre 2,5%) et tertiaire (5,0 contre 3,4%).

La balance des paiements du troisième trimestre 2021 s'est soldée par un déficit du compte courant plus important que celui du même trimestre de l'année précédente, suite principalement à l'augmentation du déficit des biens, due à la diminution des exportations FOB (-66,0%) et à l'augmentation des importations FOB (+19,6%).

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est amélioré au troisième trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020 (-51.230,7 contre -344.897,5 MBIF), en liaison avec la diminution des dépenses combinée avec l'augmentation des recettes publiques.

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 9,9%, en liaison principalement avec la hausse des avoirs intérieurs nets (+7,6%). De même, la masse monétaire a augmenté de 28,5%, principalement suite à la hausse des créances sur l'économie (+54,7%).

Les réserves officielles de change ont sensiblement augmenté à fin septembre 2021, s'établissant à 282,0 contre 66,7 MUSD à fin juin 2021 et 72,7 MUSD à fin septembre 2020, en rapport avec la nouvelle allocation de DTS octroyée par le FMI à ses pays membres, le Burundi ayant bénéficié de 147,6 Million de DTS. Ces réserves couvraient 3,3 mois d'importations de biens et services contre 0,9 mois à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

Les principaux indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire se sont améliorés au troisième trimestre 2021. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique a décéléré au troisième trimestre 2021 rapport au trimestre précédent dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (1,1 contre 1,7%), en rapport avec la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 qui a entraîné des restrictions des mouvements de population et des difficultés d'approvisionnements des entreprises.

Dans les principaux pays émergents, l'activité économique a décru en Russie (-0,8 contre 3,2%) et en Afrique du Sud (-1,5 contre 1,1%). Elle a ralenti en Chine (0,2 contre 1,2%) tandis qu'elle s'est redressée en Inde (12,7 contre -11,6%), suite à la vulgarisation des vaccins qui a permis de maîtriser la propagation de la Covid-19.

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T3-2020	T2-2021	T3-2021	T3-2020	T2-2021	T3-2021
États-Unis	7,5	1,6	0,6	-2,8	12,2	4,9
Japon	5,3	0,5	-0,9	-5,8	7,3	1,1
Allemagne	8,5	2,0	1,7	-4,0	10,0	2,6
France	18,5	1,3	3,0	-3,7	18,8	3,3
Royaume uni	16,1	5,4	1,1	-8,7	24,2	6,8
Zone euro	12,4	2,2	2,2	-4,3	14,4	3,9
OCDE - Total	9,2	1,7	1,1	-3,9	13,2	4,6
Chine	3,0	1,2	0,2	4,9	7,9	4,9
Inde	23,7	-11,6	12,7	-7,0	19,5	8,5
Russie	2,8	3,2	-0,8	-2,5	7,6	3,8
Afrique du Sud	13,7	1,1	-1,5	-6,1	19,1	3,0

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, janvier 2022

En glissement annuel, la croissance économique a repris au troisième trimestre 2021 par rapport au même trimestre 2020 dans les principaux pays avancés de l'OCDE (4,6 contre -3,9%). La croissance s'est établie à 4,9 contre -2,8% aux Etats-Unis, à 3,9 contre -4,3% dans la Zone euro et à 1,1 contre -5,8% au Japon.

De même, la croissance économique a également repris dans les principaux pays émergents, notamment en Inde (8,5 contre -7,0%), en Russie (3,8 contre -2,5%) et en Afrique du Sud (3,0 contre -6,1%). En Chine, elle s'est stabilisée à 4,9%.

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021	2022(p)
PIB mondial	2,5	-3,1	5,9	4,4
Pays avancés	1,6	-4,5	5,0	3,9
États-Unis	2,6	-3,4	5,6	4,0
Zone euro	1,3	-6,4	5,2	3,9
Japon	0,0	-4,6	1,6	3,3
Pays émergents et pays en développement	3,8	-2,1	6,5	4,8
Chine	6,0	2,3	8,1	4,8
Inde	4,0	-7,3	9,0	9,0
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,0	3,7
<i>Nigeria</i>	2,2	-1,8	3,0	2,7
<i>Afrique du Sud</i>	0,2	-6,4	4,6	1,9
Volume du commerce mondial	1,2	-8,2	9,3	6,0
(p): projections				

Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, Janvier 2022

Les perspectives économiques mondiales pour l'année 2022 ont été revues à la baisse par le FMI, suite à la découverte du nouveau variant de la Covid-16, Omicron, qui a contraint les pays à restreindre à nouveau les mouvements de population. La croissance devrait passer de 5,9% en 2021 à 4,4% en 2022, soit un demi-point de pourcentage de moins par rapport aux prévisions d'octobre 2021.

Le volume du commerce mondial pourrait décélérer en 2022 (6,0 contre 9,3% en 2021), suite aux difficultés d'approvisionnement, principalement aux Etats-Unis et en Chine.

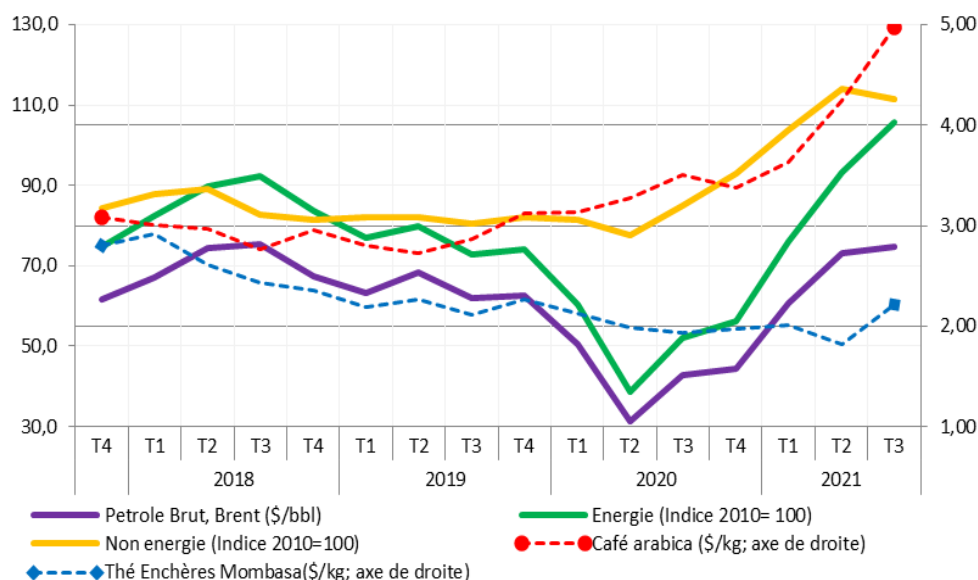
1.2. Prix des matières premières et inflation

Au troisième trimestre 2021, les prix des matières premières ont globalement poursuivi la reprise amorcée au troisième trimestre 2020, après la baisse enregistrée à la première moitié de l'année 2020 due aux effets néfastes de la COVID-19.

Par rapport au trimestre précédent, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 74,60 contre 73,07 USD le Baril. L'indice de l'énergie (105,85 contre 93,15) s'est accru d'un trimestre à l'autre tandis que celui des produits non énergétiques (111,36 contre 114,03) a diminué par rapport au trimestre précédent.

Les cours du thé aux enchères de Mombasa et celui du café arabica ont augmenté au troisième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent, s'établissant respectivement à 2,22 et 4,97 USD contre 1,82 et 4,24 USD par kilogramme.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, Janvier 2022

En glissement annuel, les taux d'inflation ont globalement augmenté dans les principaux pays avancés et dans certains pays émergents. La montée de l'inflation est due aux perturbations des chaînes d'approvisionnements et aux prix élevés de l'énergie et autres produits de base.

Aux Etats-Unis, l'inflation s'est établie à 5,4 contre 1,2% au trimestre précédent. Dans la Zone euro, l'inflation est remontée à 3,6 contre -0,1% au même trimestre en 2020.

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

En glissement annuel			
	T3-2020	T2-2021	T3-2021
États-Unis	1,2	5,4	5,4
Japon	0,2	-0,5	0,2
Allemagne	-0,1	2,3	4,1
France	0,3	1,5	2,7
Royaume-Uni	0,8	2,4	3,0
Zone euro	-0,1	2,2	3,6
OCDE - Total	1,3	4,0	4,6
Chine	2,3	1,1	0,7
Inde	5,5	5,6	4,4
Russie	3,5	6,5	7,4
Turquie	11,7	17,5	19,6
Brésil	2,7	8,3	10,2
Afrique du Sud	3,0	5,1	5,1

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques, Janvier 2022

Dans les pays émergents, l'inflation a décéléré en Chine (0,7 contre 2,3%) et en Inde (4,4 contre 5,5%) tandis qu'elle a augmenté en Russie (7,4 contre 3,5%) et en Afrique du Sud (5,1 contre 3,0%).

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans le cadre des programmes de soutien aux économies face à la pandémie de la Covid-19, les banques centrales des principaux pays avancés ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes au troisième trimestre 2021.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux entre 0 et 0,25%. En outre, elle a poursuivi le rachat des titres du Trésor et des titres adossés à des créances hypothécaires pour encourager le flux de crédit vers les ménages et les entreprises.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%) ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%) jusqu'à ce que l'inflation s'ancre durablement autour de 2%. Elle a poursuivi son programme d'achat des actifs et de réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de financement favorables aux entreprises et aux ménages.

La Banque Centrale du Japon a maintenu son taux d'intérêt directeur à -0,10% et son programme d'achat d'actifs, y compris ceux des fonds négociés en bourse, des placements immobiliers, des

obligations d'entreprises en vue d'atteindre le niveau cible d'inflation proche de 2,0% et le maintenir stable.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Suite à la reprise de l'économie mondiale, la croissance économique des pays de la CEA devrait s'accélérer en 2022 (5,6 contre 4,9% en 2021), et serait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (4,0%), en rapport avec d'importants investissements en infrastructures et de bonnes productions agricoles dans la plupart de ces pays. Toutefois, la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 risquent de compromettre ces prévisions économiques.

Tableau 4: Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2019	2020	2021	2022(p)
Burundi *	4,5	-0,5	3,3	4,7
Kenya	5,4	-0,3	5,6	6,0
Ouganda	6,4	3,0	4,7	5,1
Rwanda	9,4	-3,3	5,1	7,0
Tanzanie	5,8	2,0	4,0	5,1
CEA	6,5	-0,2	4,9	5,6
AfSS	2,5	-1,7	4,0	4,0

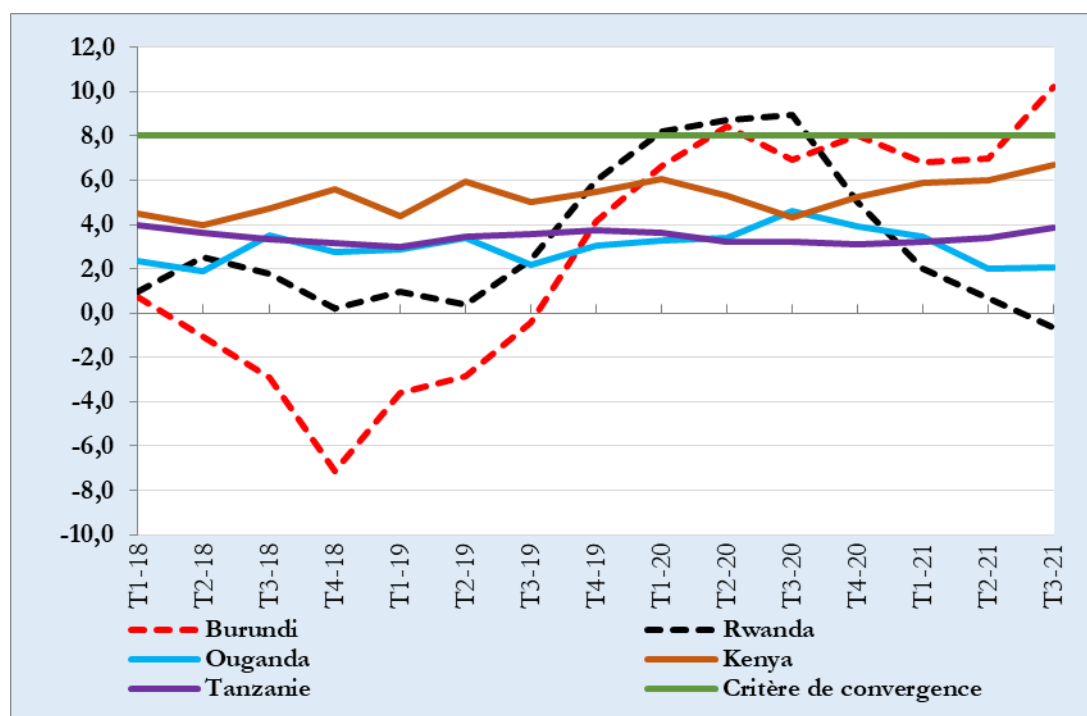
** Pour le Burundi, les données sont du Cadrage Macroéconomique, de Juillet 2021*

Source: Banque mondiale, Perspectives économiques régionales, octobre 2021

L'inflation est restée modérée dans la plupart des pays de la communauté, en raison de faibles niveaux des prix des produits alimentaires et de la stabilité des taux de change.

Par rapport au même trimestre de 2020, le taux d'inflation s'est accéléré au troisième trimestre 2021 dans la plupart des pays membres de l'EAC. Par rapport au même trimestre en 2020, le taux d'inflation a augmenté au Burundi (10,2 contre 6,9%), au Kenya (6,7 contre 4,3%) et en Tanzanie (3,9 contre 3,2%). Cependant, l'Ouganda a enregistré une décélération de l'inflation (2,0 contre 4,6%) au moment où le Rwanda a connu une déflation de 0,6% contre une inflation de 9,0% enregistrée au troisième trimestre 2021.

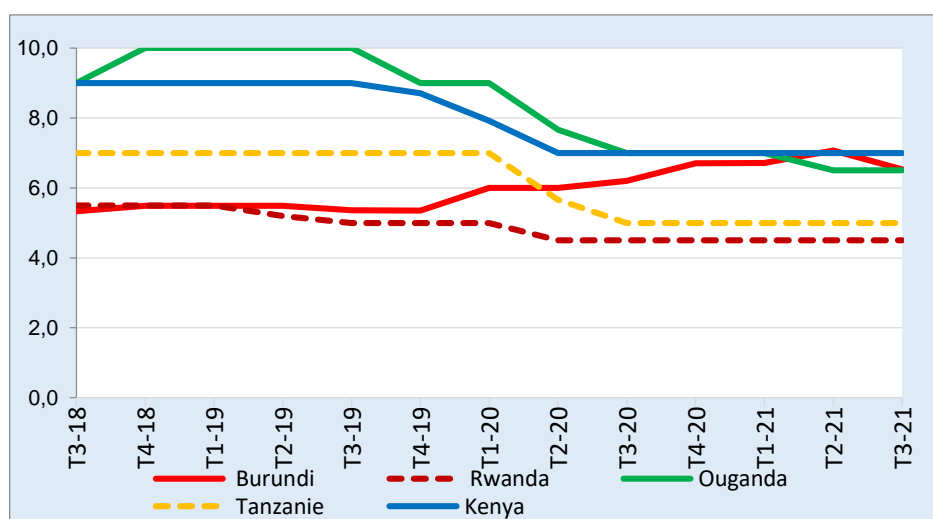
Graphique 2: Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du troisième trimestre 2021, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes en vue de créer des conditions plus assouplies de financement de leurs économies et stimuler la croissance qui a été perturbée par les effets de la pandémie de la Covid-19.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêt directeurs des banques centrales du Rwanda (4,5%), du Kenya (7,0%), de la Tanzanie (5,0%) et celui de l'Uganda (6,5%) sont restés inchangés. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 6,5% en baisse par rapport à celui du trimestre précédent (7,1%).

En glissement annuel, toutes les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans la limite convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change (+/-5%).

Tableau 5: Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
sept-20	2 297,60	956,81	3 715,78	108,40	1 931,60
juin-21	2 298,90	987,14	3 556,71	107,75	1 976,04
sept-21	2 297,30	997,81	3 542,67	110,49	1 991,16
Variation sept-21/Sept-20 (%)	-0,01	4,29	-4,66	1,93	3,08
Variation sept-21/june-21 (%)	-0,07	1,08	-0,39	2,54	0,77

Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au troisième trimestre 2021, la production du thé sec a augmenté de 9,3% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 1.445 contre 1.322 tonnes, suite à la bonne pluviosité. Par contre, la production du café vert a diminué de 80,1%, s'établissant à 1.503 contre 7.567 tonnes à la même période de 2020, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle a baissé de 13,7% par rapport au trimestre correspondant de 2020, suite à la diminution de la production des industries alimentaires (-14,8%) notamment les boissons de la BRARUDI (-3,4%), le sucre (-28,1%), les cigarettes (-32,2%) ainsi que l'industrie des matériaux de construction (-21,5%), surtout la production des tubes en PVC (-47,8%). Par contre, par rapport au trimestre précédent, cet indice s'est accru de 30,5%, passant de 139,6 à 182,2, essentiellement l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI, et du sucre dont la campagne a débuté au cours du trimestre sous revue.

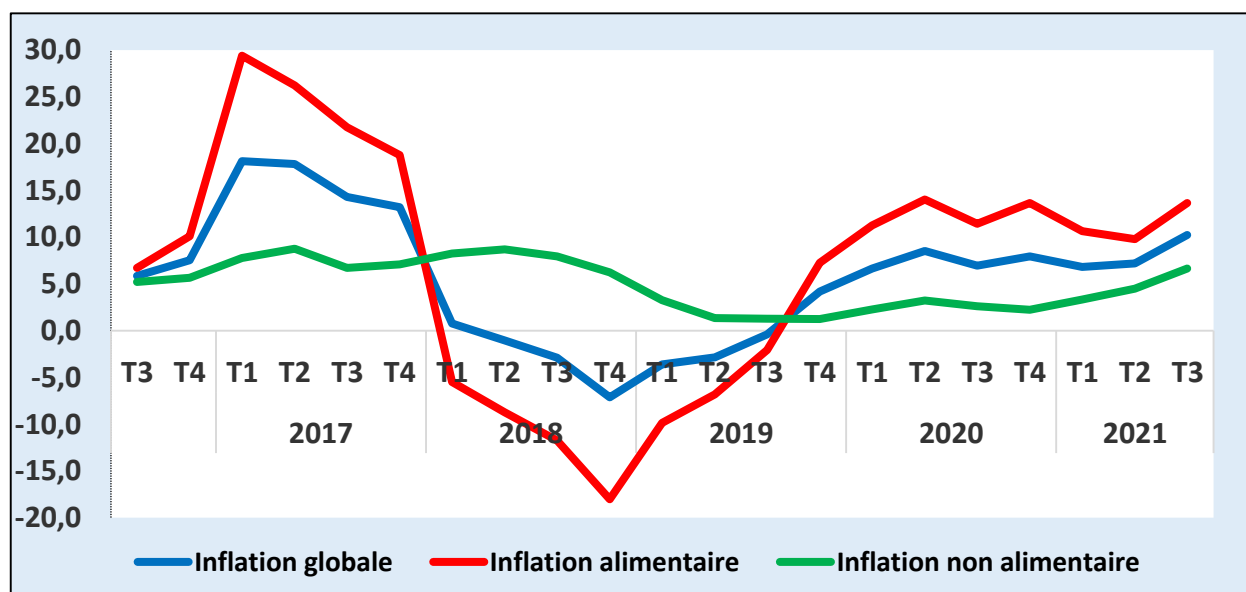
La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 2,9% en glissement annuel, passant de 65.064 à 66.974 Mégawatts, suite essentiellement à l'augmentation de la production des centrales thermiques. De même, elle s'est accrue de 10,0% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 1,7% en glissement annuel, tandis qu'il a reculé de 7,5% en glissement trimestriel suite principalement à la baisse des importations de ciment et de clinker.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers s'est fortement accru en glissement annuel, passant de 2.296 à 49.680 passagers, en rapport avec la reprise des vols. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de passagers a augmenté de 71,8%. De même, le trafic des aéronefs a augmenté aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel, s'établissant à 1.144 contre 1.046 vols au trimestre précédent et 376 vols à la même période de 2020.

Le taux d'inflation s'est accru au troisième trimestre 2021, s'établissant à 10,2 contre 6,9% au trimestre correspondant de 2020. Cette augmentation a concerné l'inflation alimentaire (13,6 contre 11,4%) et non alimentaire (6,6 contre 2,6%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

Comparé à celle du trimestre précédent, l'inflation s'est accrue (10,2 contre 6,9%), suite à l'augmentation de l'inflation alimentaire (13,6 contre 9,8%) et non alimentaire (6,6 contre 4,5%).

Pour l'année 2022, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (4,7 contre 3,3%), suite à l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs ; primaire (4,3 contre 3,6%), secondaire (4,5 contre 2,5%) et tertiaire (5,0 contre 3,4%).

Tableau 6: Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022(p)
1. Croissance du PIB réel	5,3	4,5	-0,5	3,3	4,7
Secteur primaire	7,4	2,8	3,0	3,6	4,3
Secteur secondaire	2,5	1,1	0,4	2,5	4,5
Secteur tertiaire	3,2	7,2	-2,7	3,4	5,0
2. Inflation	-2,6	-0,7	7,5	4,1	4,6

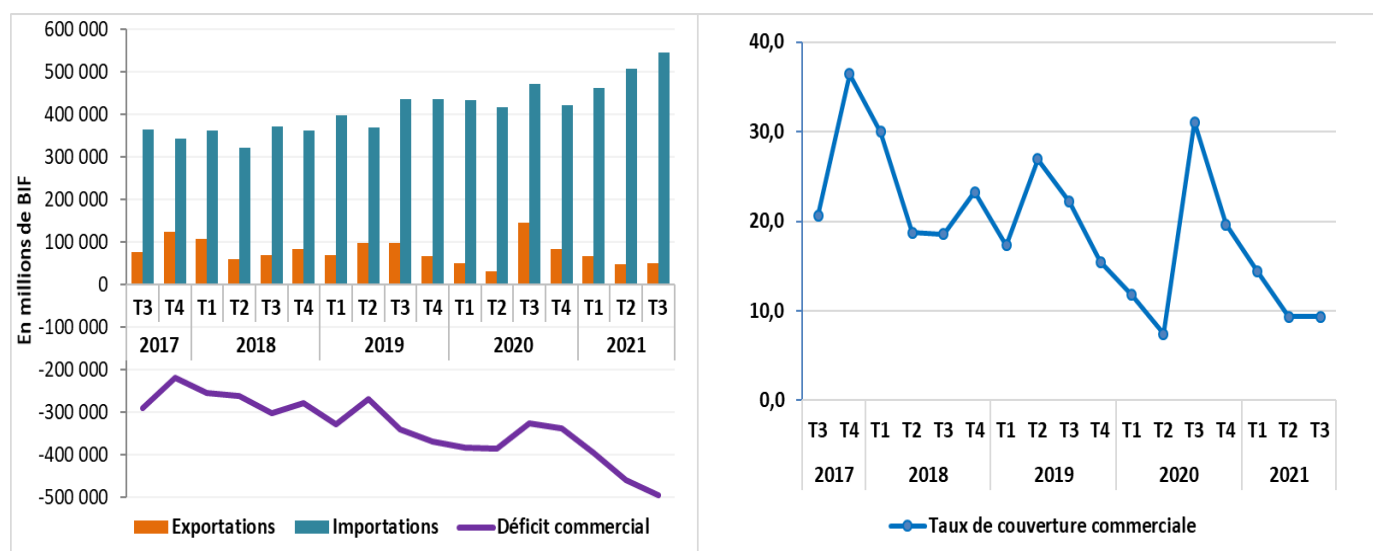
Source: Cadrage macroéconomique, Juillet 2021

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé au troisième trimestre 2021 pour se fixer à 493.230,0 contre 325.099,6 MBIF au même trimestre de 2020. Cette dégradation est due, simultanément, à l'augmentation des importations CIF (544.217,0 contre 471.657,5 MBIF) et à la diminution des exportations CIF (50.987,2 contre 146.557,9 MBIF).

Graphique 5: Balance commerciale et taux de couverture



Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

La diminution des exportations (-65,2%) a porté en grande partie sur les produits primaires, consécutivement à la baisse des exportations du café (-59,7%) et par la non exportation de l'or non monétaire pendant cette période. Les produits manufacturés ont légèrement diminué de 5,5%, principalement les exportations des cigarettes et de la farine de blé.

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en millions de BIF)

	T3-2020	T2-2021	T3-2021
1. Produits primaires	118 125,5	14 986,4	24 121,4
dont: Café	13 497,0	3 747,5	5 444,6
Thé	9 846,7	8 627,2	12 065,7
Or	88 036,5	0,0	0,0
2. Produits manufacturés	28 432,4	32 329,2	26 865,8
dont: Farine de blé	4 538,3	2 331,0	3 159,2
Bières	2 210,9	3 128,8	4 269,8
Cigarettes	5 121,4	3 035,4	3 145,6
EXPORTATIONS TOTALES	146 557,9	47 315,6	50 987,2

Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont progressé de 15,4% au troisième trimestre 2021 par rapport à celles de la même période de 2020. Cette progression a porté sur les biens de production (+38,7%) et d'équipement (+5,6%). En revanche, les importations de biens de consommation ont baissé de 3,3%.

Tableau 8 : Principaux produits importés (en millions de BIF)

	T3-2020	T2-2021	T3-2021
1. Biens de production	190 952,9	223 107,4	264 907,4
dont: Huiles minérales	66 571,4	63 044,9	103 845,1
Métallurgie	20 775,5	47 482,2	37 644,2
Alimentation	23 873,7	38 153,5	41 839,5
Construction	26 570,9	26 121,1	31 509,4
Agriculture et élevage	27 470,4	17 908,7	20 984,9
2. Biens d'équipement	89 576,2	101 637,2	94 551,2
dont: Chaudières, engins mécaniques	26 012,5	30 107,1	31 104,7
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	22 845,9	26 291,5	26 932,6
Matériel électrique	26 773,5	23 381,9	21 037,6
3. Biens de consommation	191 128,4	181 737,7	184 758,6
dont: Alimentaires	49 957,9	43 720,1	58 136,4
Pharmaceutiques	47 998,5	42 738,0	23 009,1
Textiles	18 216,9	24 526,3	20 475,3
Véhicules	19 939,7	19 287,1	20 614,5
TOTAL	471 657,5	506 482,2	544 217,2

L'accroissement des importations de biens de production a, principalement, résulté de la hausse des importations des huiles minérales (+56,0%), des biens alimentaires (+75,3%) et des biens métallurgiques (+81,2%). La hausse des importations de biens d'équipement a, essentiellement, porté sur les chaudières et engins mécaniques (+19,6%) et les tracteurs, véhicules et engins de transport (+17,9%). Néanmoins, l'importation du matériel électrique a diminué (-21,3%).

Le recul des importations de biens de consommation a concerné les produits pharmaceutiques (-52,1%). Toutefois, les importations de produits de consommation alimentaire ont augmenté (+16,4%).

2.2.2. Balance des paiements

Au troisième trimestre 2021, la balance des paiements s'est soldée par un déficit du compte courant plus important que celui du même trimestre de l'année précédente, atteignant 247.234,7 contre 83.572,3 MBIF. Cette aggravation s'explique principalement par l'augmentation du déficit du compte des biens, qui est passé de 246.815,2 à 423.392,1 MBIF, et par la diminution des

excédents des revenus primaires (3.316,2 contre 10.362,4 MBIF) et secondaires (250.448,9 contre 251.534,3 MBIF). Par contre, le déficit des services a diminué (-77.607,7 contre -98.653,7 MBIF).

Tableau 9: Balance des paiements (en MBIF)

	T3-2020	T2-2021	T3-2021
COMPTE COURANT	-83 572,3	-279 069,3	-247 234,7
Crédit	452 091,6	319 667,0	391 180,5
Débit	535 663,9	598 736,3	638 415,2
Biens	-246 815,2	-390 754,4	-423 392,1
Exportations FOB	149 924,6	47 315,7	50 987,1
Importations FOB	396 739,9	438 070,1	474 379,2
Services	-98 653,7	-113 604,4	-77 607,7
Crédit	20 179,6	23 390,7	68 995,5
Débit	118 833,3	136 995,2	146 603,2
Revenus primaires	10 362,4	1 890,6	3 316,2
Crédit	13 357,6	12 487,5	11 918,3
Débit	2 995,2	10 596,9	8 602,1
Revenus secondaires	251 534,3	223 398,9	250 448,9
Crédit	268 629,9	236 473,1	259 279,6
Débit	17 095,5	13 074,2	8 830,7
COMPTE DE CAPITAL	66 341,9	80 988,7	49 239,5
Crédit	66 375,2	81 107,3	49 612,1
Débit	33,3	118,6	372,6
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-17 230,4	-198 080,6	-197 995,2
COMPTE FINANCIER			
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-58 956,4	-178 681,2	-238 221,9
Investissements directs	-1 482,6	-7 939,3	-7 338,3
Acquisition nette d'actifs financiers	1 053,5	104,0	258,6
Accroissement net de passifs	2 536,1	8 043,3	7 596,9
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-85 136,0	-152 044,0	-661 864,1
Acquisition nette d'actifs financiers	66 705,9	-8 756,0	19 434,9
Accroissement net de passifs	151 841,9	143 288,0	681 299,1
dont allocation DTS	0,0	0,0	415 983,3
Avoirs de réserves	27 662,2	-18 697,9	430 980,6
ERREURS ET OMISSIONS	-41 726,0	19 399,5	-40 226,7

Source: BRB

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 49.239,5 MBIF, en diminution de 17.102,3 MBIF par rapport à celui du même trimestre de 2020, principalement en rapport avec la baisse des transferts de capital en faveur de l'administration publique (43.998,7 contre 65.593,9 MBIF).

Au troisième trimestre 2021, le compte financier dégage une aggravation du déficit des autres investissements par rapport à celui de la même période de l'année précédente (-661.864,1 contre -85.136,0 MBIF), suite principalement à la hausse des engagements au titre de la nouvelle allocation des DTS (147,6 Million de DTS équivalent à 415.983,3 MBIF) octroyée par le FMI ainsi que d'autres titres de prêts (117.324,69 contre -10.197,81 MBIF). Par conséquent, les avoirs de réserves ont augmenté de 430.980,6 MBIF contre 27.662,2 MBIF au même trimestre de 2020.

2.3. Finances et dette publiques

Au troisième trimestre 2021, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est amélioré par rapport à celui du même trimestre de 2020, s'établissant à 51.230,7 contre 344.897,5 MBIF, en liaison avec la diminution des dépenses combinée avec l'augmentation des recettes. Ce déficit a été financé par un endettement net intérieur (19.850,2 MBIF) et extérieur (33.038,7MBIF).

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	T3-2020	T2-2021	T3-2021
A. RECETTES ET DONNS	348 181,4	387 234,4	375 746,7
a. Recettes	282 560,1	308 753,1	331 431,7
Recettes courantes	282 560,1	308 753,1	331 431,7
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	65 621,3	78 481,3	44 315,0
courants	-	-	-
en capital	65 621,3	78 481,3	44 315,0
B. DEPENSES	693 078,9	519 109,7	426 977,4
a. Dépenses courantes	569 355,9	324 122,3	330 593,6
dont salaires	177 388,9	120 230,9	122 819,4
b. Dépenses en capital	123 723,0	194 987,4	96 383,8
Sur ressources nationales	51 096,7	107 432,7	12 416,4
Sur prêts et dons extérieurs	72 626,3	87 554,7	83 967,4
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-344 897,5	-131 875,3	-51 230,7
C. FINANCEMENT	224 004,1	85 366,7	52 888,9
a. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 081,7	6 667,3	33 038,7
b. FINANCEMENT INTERIEUR NET	222 922,4	78 699,4	19 850,2
D. ERREURS ET OMISSIONS	120 893,4	46 508,6	-1 658,2

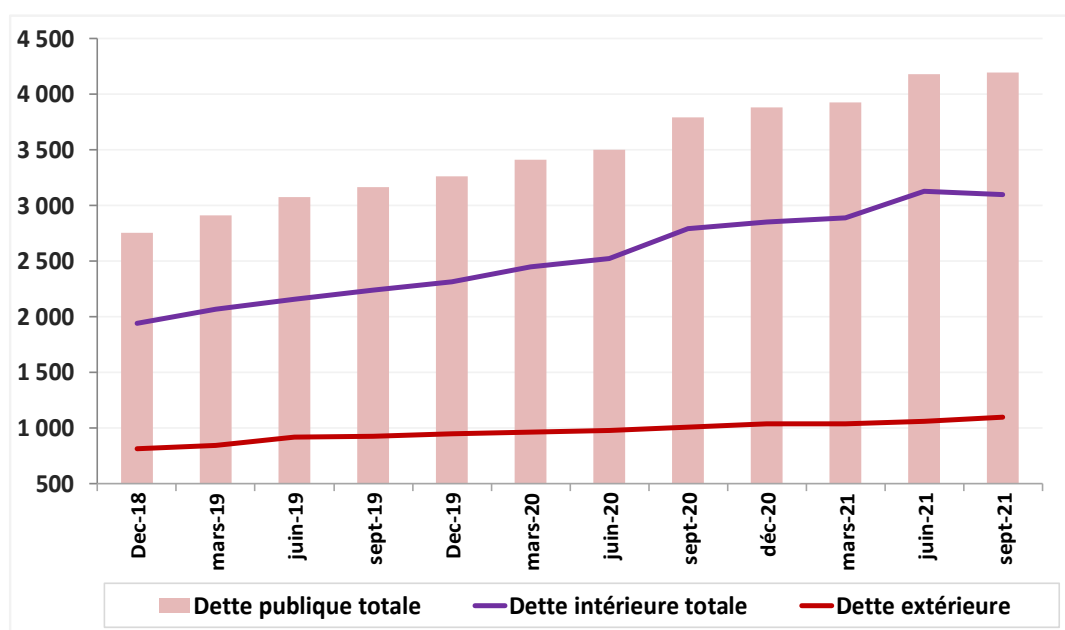
Source: MFBPE

Au troisième trimestre 2021, les recettes courantes se sont accrues de 17,3% en glissement annuel, se fixant à 331.431,7 contre 282.560,1 MBIF, et de 7,3% par rapport au trimestre précédent. Les dons en capital ont régressé de 32,5% en glissement annuel, s'établissant à 44.315,0 contre 65.621,3 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, ils ont diminué de 43,5%.

Les dépenses totales ont diminué de 38,4% au troisième trimestre 2021, se fixant à 426.977,4 contre 693.078,9 MBIF à la même période de l'année précédente, suite à la diminution des dépenses en courantes (-41,9%) et des dépenses en capital (-22,1%). Par rapport au trimestre précédent, elles ont diminué de 17,7%, en liaison avec la diminution des dépenses en capital (-50,6%), les dépenses courante ayant légèrement augmenté (+2,0%).

La dette publique s'est accrue de 10,6% en glissement annuel, s'établissant à 4.196,6 contre 3.794,1 Mds de BIF. Par rapport au trimestre précédent, la dette publique s'est accrue de 0,3%. Le ratio de la dette publique sur PIB a augmenté, s'établissant à 57,5 contre 57,0% à la même période de 2020. L'augmentation de la dette publique a porté beaucoup plus sur la dette intérieure que sur la dette extérieure.

Graphique 6: Evolution de la dette publique (MBIF)



Source : BRB

La dette intérieure a progressé de 11,2% en glissement annuel, passant de 2.791,0 à 3.102,3 Mds de BIF et de 0,3% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée principalement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 73,9% de la dette publique totale. La dette extérieure s'est accrue de 0,9% en glissement annuel, passant de 1.003,1 à 1.094,3 Mds de BIF. Cet accroissement est lié aux tirages (71.824,8 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (38.695,5 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de dette (19.315,4 MBIF).

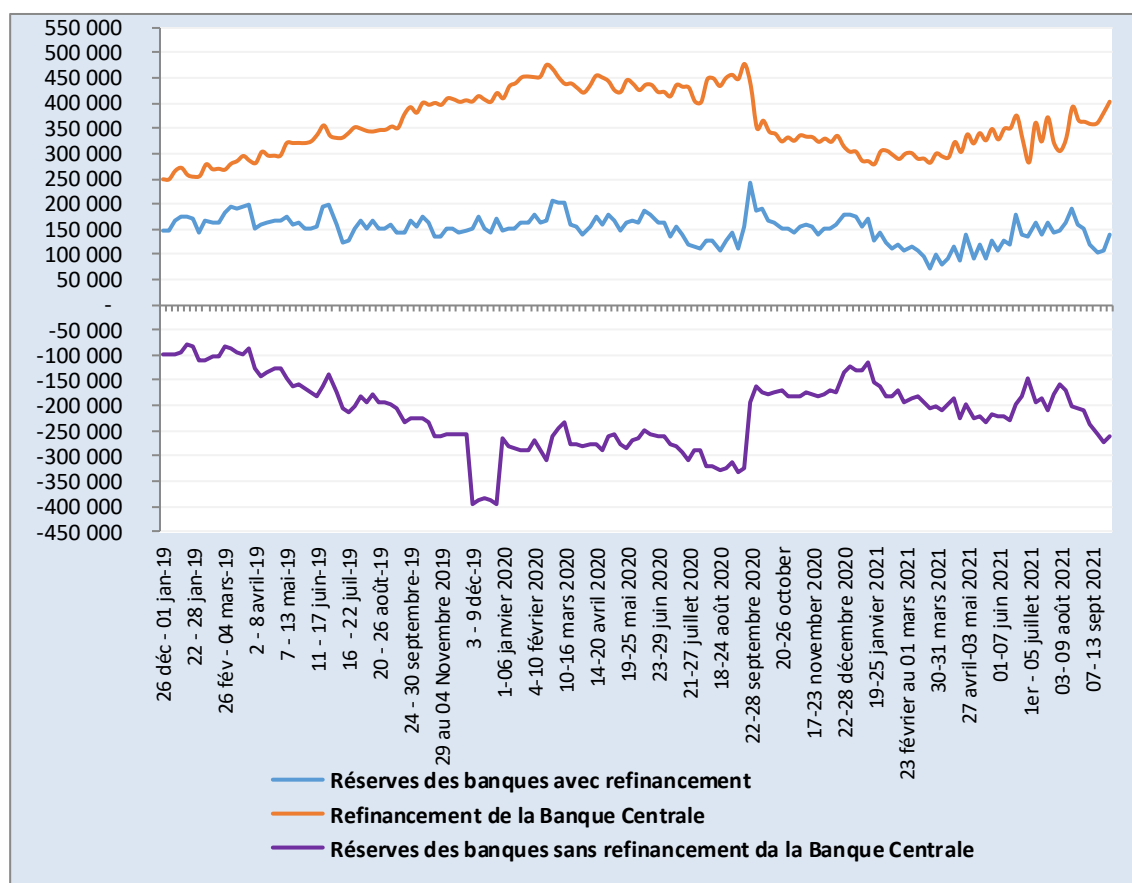
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Au troisième trimestre 2021, les réserves des banques ont augmenté par rapport au trimestre précédent et à la même période de 2020. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -205.837 contre -210.957 MBIF au trimestre précédent et -292.114 MBIF au même trimestre de 2020.

Au cours de cette période, le volume des interventions des interventions de la Banque Centrale a augmenté par rapport au trimestre précédent, alors qu'il a baissé par rapport au même trimestre de 2020, s'établissant à 349.629 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 329.214 MBIF au trimestre précédent et 428.138 MBIF à la même période de 2020.

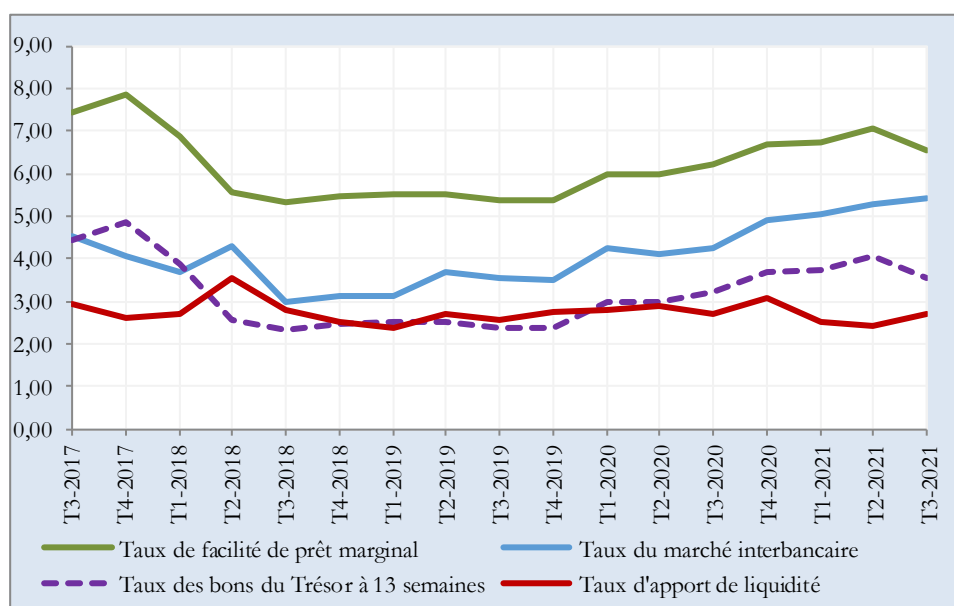
Graphique 7: Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement augmenté, à l'exception du taux moyen pondéré sur la facilité de prêt marginal. En effet, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 5,16 à 5,40% et celui sur les opérations d'apport de liquidité par appels d'offres est passé de 2,41 à 3,18%. Par contre, celui de la facilité de prêt marginal a diminué, s'établissant à 6,63 contre 7,07%, suite à la baisse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (de 3,63 à 4,07%).

Graphique 8: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

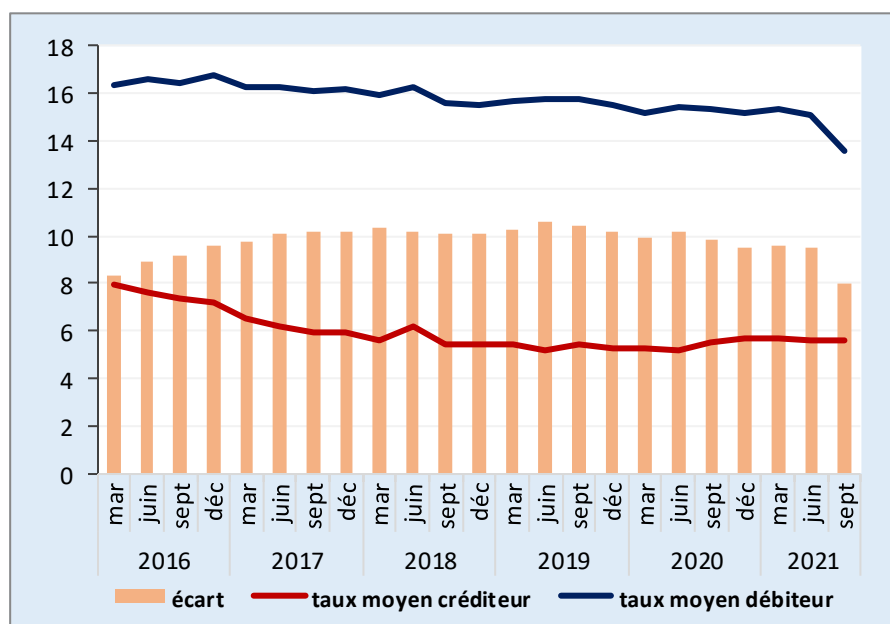


Source: BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement diminué à fin septembre 2021, s'établissant à 13,56 contre 15,08% à fin juin 2021 et 15,39% à fin septembre 2020. En glissement annuel, cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (15,07 contre 15,84%), à moyen terme (12,43 contre 15,91%) et ceux à long terme (10,04 contre 12,18%).

De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du troisième trimestre 2021 a baissé, s'établissant à 12,06 contre 12,58% au trimestre précédent et 15,57% à la même période de 2020.

Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source: BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement diminué à fin septembre 2021 par rapport à fin juin 2021, se fixant à 5,58 contre 5,60%, alors qu'il a augmenté par rapport à fin septembre 2020 (5,55%). En glissement annuel, cette augmentation a concerné les taux sur les dépôts à vue rémunérés (3,12 contre 2,86%) et les comptes sur livret (4,87 contre 4,70%) et celui sur les dépôts à terme et d'épargne (6,19 contre 5,98%).

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 4,2% à fin septembre 2021 par rapport à fin juin 2021, s'établissant à 840.987,5 contre 807.326,5 MBIF. Cette augmentation a concerné les billets et pièces en circulation (+2,8%), les dépôts des autres institutions de dépôt (+8,7%) et ceux classés dans les dépôts divers (+3,8%), tandis que ceux des autres sociétés financières ont diminué (-55,8%).

S'agissant des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 7,6% d'une fin de trimestre à l'autre. Cette augmentation a résulté de l'évolution contrastée de ses composantes. De fait, les créances nettes de la BRB sur l'Etat ont diminué (-19,9%), tandis que les autres postes nets ont augmenté (+29,0%). Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance trimestrielle de la base monétaire à hauteur de 8,6 point de pourcentage.

En revanche, les avoirs extérieurs nets, quant à eux, ont diminué de 31,4% et ont impacté négativement sur la croissance de la base monétaire à concurrence de 4,4 points de pourcentage.

Tableau 11: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept. 2020	juin. 2021	sept. 2021	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	454 635,1	536 813,3	551 949,2	2,8	21,4
Dépôts des autres institutions de dépôts	243 785,0	214 189,4	232 814,0	8,7	-4,5
Dépôts des autres institutions financières	5 187,4	3 747,8	1 656,8	-55,8	-68,1
Dépôts divers	61 923,1	52 576,0	54 567,5	3,8	-11,9
Base monétaire = Contreparties	765 530,6	807 326,5	840 987,5	4,2	9,9
Avoirs extérieurs nets	-151 024,2	-114 588,4	-150 538,6	-31,4	0,3
Avoirs intérieurs nets	916 554,8	921 914,9	991 526,1	7,6	8,2
-Créances nettes sur l'Etat	453 949,3	404 650,2	324 019,4	-19,9	-28,6
-Autres postes nets	462 605,5	517 264,7	667 506,7	29,0	44,3

Source: BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 9,9%, principalement en rapport avec l'accroissement des billets et pièces en circulation (+21,4%), les autres composantes ayant diminué. En effet, les avoirs des autres institutions de dépôts ont baissé de 4,5%, ceux des autres sociétés financières de 68,1% et les divers de 11,9%.

Au niveau des contreparties, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 8,2% et ont contribué à la croissance annuelle de la base monétaire à concurrence de 9,8 points de pourcentage. Les avoirs extérieurs nets ont légèrement augmenté de 0,3% et n'ont contribué à l'augmentation de la base monétaire qu'à hauteur de 0,1 point de pourcentage.

Tableau 12: Origine de la variation de la base monétaire à fin septembre 2021

	Par rapport à juin 2021	Par rapport à sept 2020
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-4,4	0,1
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	8,6	9,8
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-10,0	-16,9
-Autres postes nets	18,6	26,7
Base monétaire	4,2	9,9

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 7,0% à fin septembre 2021, se fixant à 3.312,9 contre 3.096,1 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+4,2%), les dépôts à vue en BIF (+0,3%), les placements à terme et d'épargne (+16,9%) et les dépôts en devises des résidents (+4,0%).

S'agissant des contreparties de M3, les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 9,3% et ont exercé une incidence expansive sur la croissance de la masse monétaire à hauteur de 10,2 points de pourcentage. En revanche, les avoirs extérieurs nets, qui ont diminué de 32,6%, ont exercé une incidence restrictive sur la croissance de M3 à concurrence de 3,2 point de pourcentage.

La progression des avoirs intérieurs nets a principalement concerné les créances sur l'économie (+21,6%) et, dans une moindre mesure, les créances nettes sur l'Etat (+1,2%). Par contre, les autres postes nets ont diminué (-18,6%).

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	sept-20	juin-21	sept-21	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôts	1 295 715,9	1 590 986,6	1 658 444,8	4,2	28,0
Dépôts à vue	389 406,7	458 296,4	459 502,9	0,3	18,0
Dépôts à terme et d'épargne	678 223,4	821 663,4	960 748,0	16,9	41,7
Dépôts en devises des résidents	214 148,4	225 156,7	234 167,7	4,0	9,3
Masse monétaire (M3)= Contreparties	2 577 494,4	3 096 103,1	3 312 863,4	7,0	28,5
AEN	-279 912,6	-305 508,8	-405 071,9	-32,6	-44,7
AIN	2 857 407,0	3 401 611,9	3 717 935,6	9,3	30,1
-Crédit intérieur	3 404 019,3	3 873 224,4	4 277 265,7	10,4	25,7
Créances nettes sur l'Etat	2 023 332,5	2 117 260,7	2 141 995,7	1,2	5,9
Créances sur l'économie	1 380 686,8	1 755 963,7	2 135 269,7	21,6	54,7
-Autres postes nets	-546 612,3	-471 612,5	-559 330,1	-18,6	-2,3

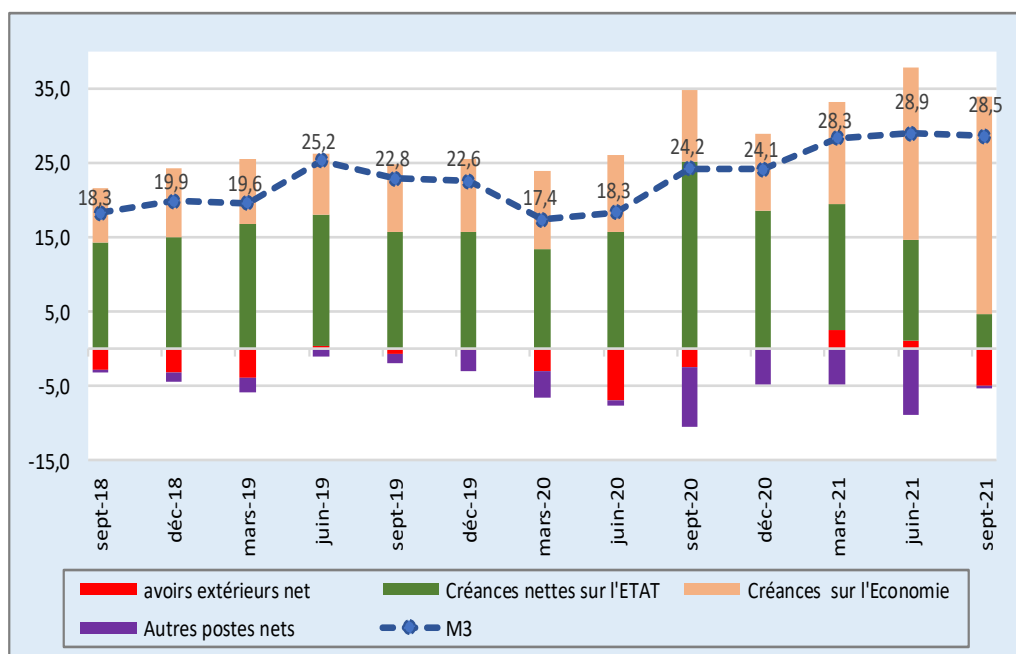
Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 28,5%. Cette augmentation a porté sur toutes ses composantes, à savoir: les dépôts à vue (+18,0%), les placements à terme et d'épargne (+41,7%), les avoirs en devises des résidents (+9,3%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+28,0%).

La croissance des contreparties de M3 a porté sur les avoirs intérieurs nets (+30,1%) qui ont contribué à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 33,4 points de pourcentage.

Par contre, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 44,7% et ont exercé une incidence restrictive à hauteur de 4,9 points de pourcentage.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties



Source: BRB

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été, principalement, tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+54,7%) et, dans une moindre mesure, des créances nettes sur l'Etat (+5,9%).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin septembre 2021, les avoirs extérieurs ont augmenté de 114,9%, en glissement trimestriel, et de 112,4%, en glissement annuel.

Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation (%)	
	sept-20	juin-21	sept-21	trimestrielle	annuelle
BRB	104,2	97,0	310,9	220,5	198,4
Dont: Réserves officielles	72,7	66,7	282,0	322,8	287,9
Banques commerciales	83,5	88,5	87,8	-0,8	5,1
Total	187,7	185,5	398,7	114,9	112,4

Source: BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB se sont sensiblement accrus à fin septembre 2021 tant en glissement annuel qu'en glissement trimestriel, s'établissant à 310,9 contre 97,0 MUSD à fin juin 2021 et 104,1 à fin septembre 2020.

De même, les réserves officielles ont sensiblement augmenté à fin septembre 2021, s'établissant à 282,0 contre 66,7 MUSD à fin juin 2021 et 72,7 MUSD à fin septembre 2020. Cet accroissement est en rapport avec la nouvelle allocation de DTS octroyée par le FMI à ses pays membres, le Burundi ayant bénéficié de 147,6 Million de DTS. Ces réserves couvraient 3,3 mois d'importations de biens et services contre 0,9 mois à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont diminué en glissement trimestriel (-0,8%) alors qu'ils se sont accrus en glissement annuel (+5,1%), se fixant 87,8 MUSD à fin septembre 2021 contre 88,5 MUSD à fin juin 2021 et 83,5 MUSD à fin septembre 2020.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

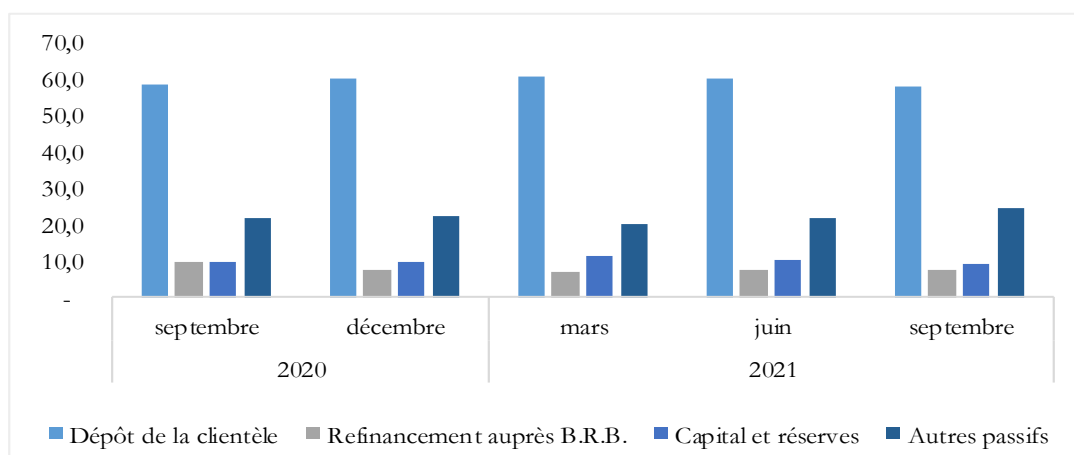
A fin septembre 2021, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 31,8% en glissement annuel et de 9,0% d'un trimestre à l'autre. A l'actif, cette augmentation a été tirée par la hausse des crédits au secteur privé et des titres du Trésor. Au passif, elle est liée à la progression des dépôts de la clientèle. Les ratios de solvabilité ont baissé mais sont demeurés supérieurs aux normes réglementaires.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 30,8% en glissement annuel, s'établissant à 2.813,7 Mds BIF à fin septembre 2021 contre 2.150,6 Mds de BIF, et de 5,6% par rapport au trimestre précédent. Les refinancements de la Banque Centrale aux établissements de crédit ont augmenté de 4,1% en glissement annuel et de 10,6% en glissement trimestriel. Ils ont atteint 375,1 contre 360,5 Mds de BIF à fin septembre 2020 et 339,1 Mds de BIF à fin juin 2021.

Graphique 11: Répartition des ressources (% du total)

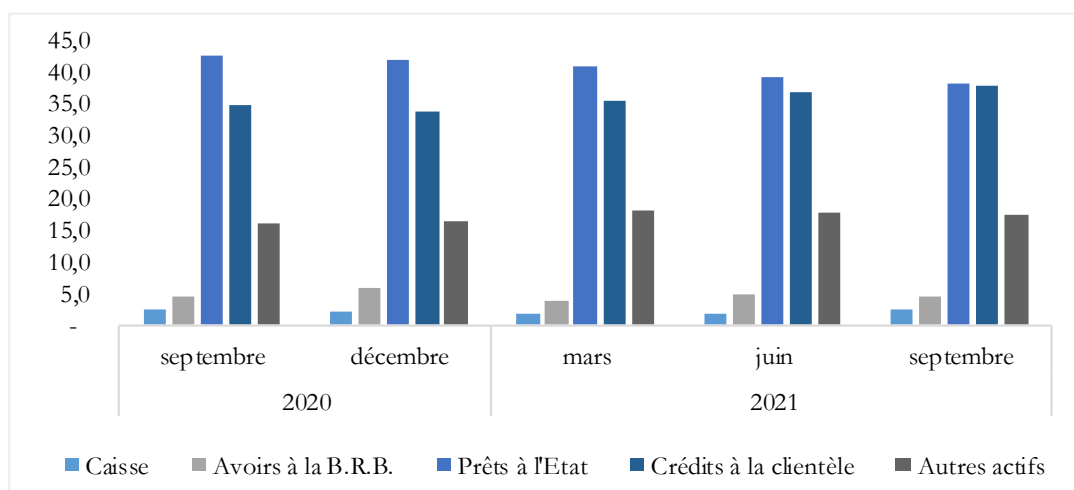


Source: BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 43,8% en glissement annuel, s'établissant à 1.827,6 contre 1.270,5 Mds de BIF à fin septembre 2020, et de 12,5% d'un trimestre à l'autre. Les engagements de l'Etat sous forme de titres du Trésor ont augmenté de 17,9% en glissement annuel, passant de 1.557,3 à 1.836,7 Mds de BIF à fin septembre 2021. Par rapport au trimestre précédent, ils ont augmenté de 5,8%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source : BRB

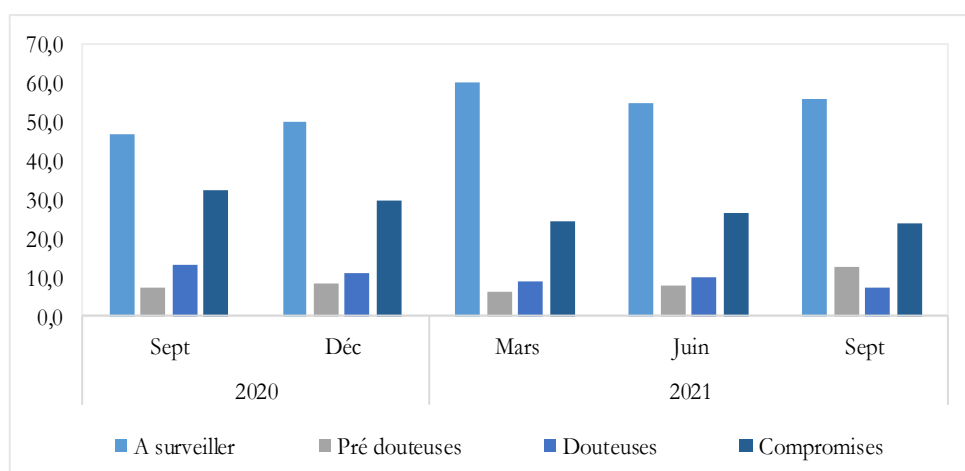
2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées¹ ont augmenté de 4,9% en glissement annuel, passant de 156.750,4 à 164.442,0 MBIF à fin septembre 2021, et de 11,2% d'un trimestre à l'autre. Les prêts non performants ont baissé de 12,6% en glissement annuel, se fixant à 72.710,2 contre 83.184,4 MBIF alors qu'ils ont augmenté de 9,3% par rapport au trimestre précédent.

La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a baissé de 8,9 point de pourcentage en glissement annuel, s'établissant à 44,2 contre 53,1%. Par conséquent, la part des créances à surveiller a augmenté dans les mêmes proportions (8,9 points de pourcentage), se fixant à 55,8 contre 46,9%.

Graphique 13: Créances impayées par classe (% du total)

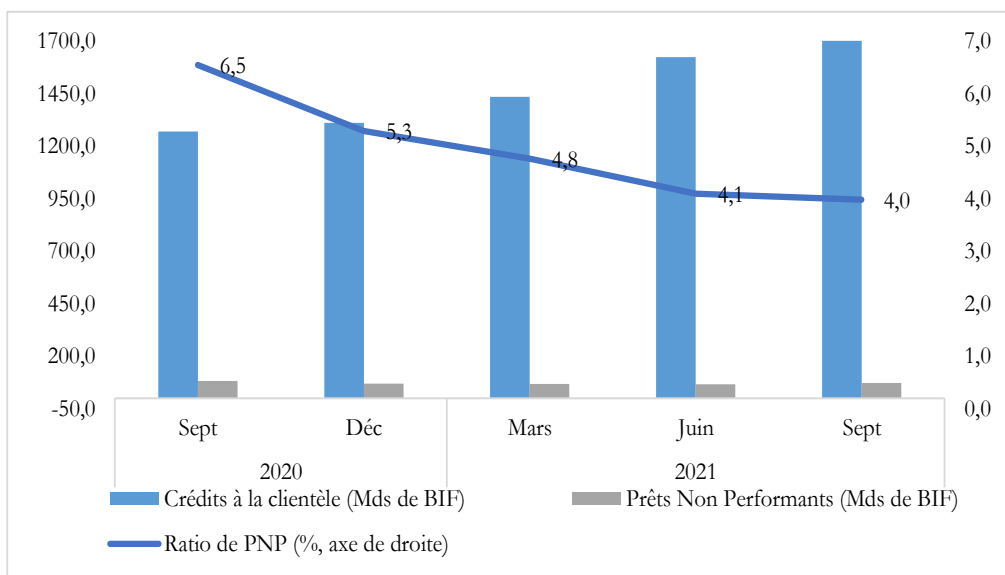


Source: BRB

La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée à fin septembre 2021, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'étant établi à 4,0 contre 6,5% à la même période de 2020. Par rapport à fin juin 2021, le taux de détérioration est demeuré quasi-stable (4,0 contre 4,1%).

¹Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

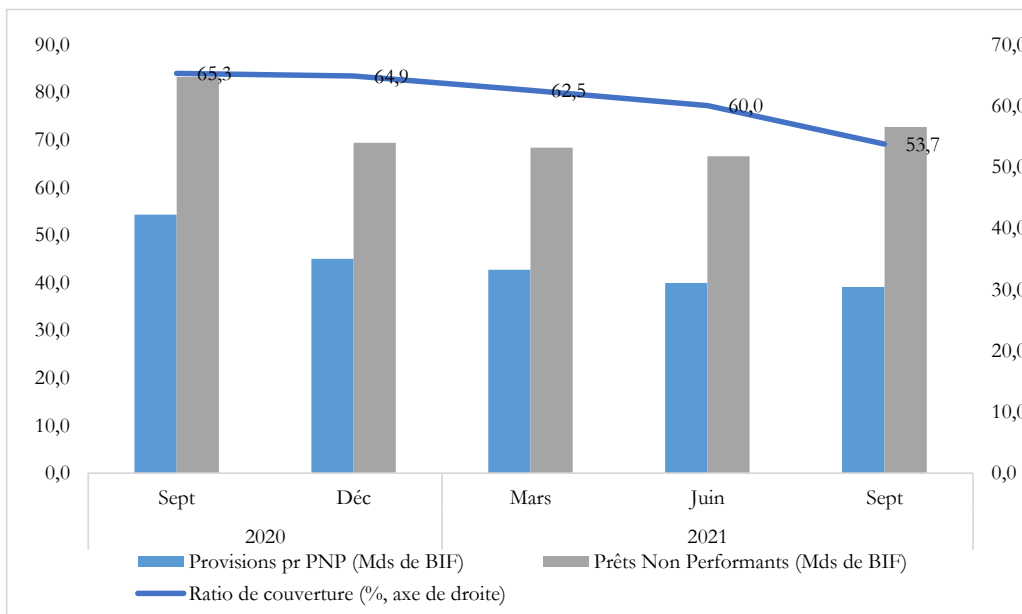
Graphique 14 : Evolution du ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué, s'établissant à 53,7% contre 65,3 et 60,0% à fin du trimestre précédent.

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture

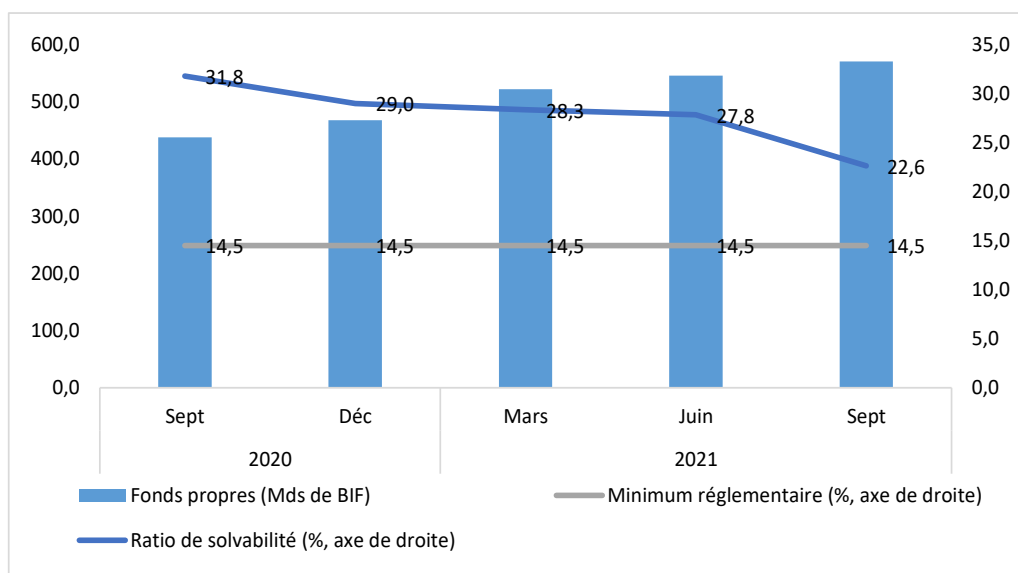


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 30,2% en glissement annuel, se fixant à 570,5 contre 438,1 Mds de BIF et se sont accrus de 4,5% d'une fin de trimestre à l'autre. Toutefois, le ratio de solvabilité globale a diminué, passant de 31,8% à 22,6% à fin septembre 2021; mais demeure supérieur à la norme de 14,5%.

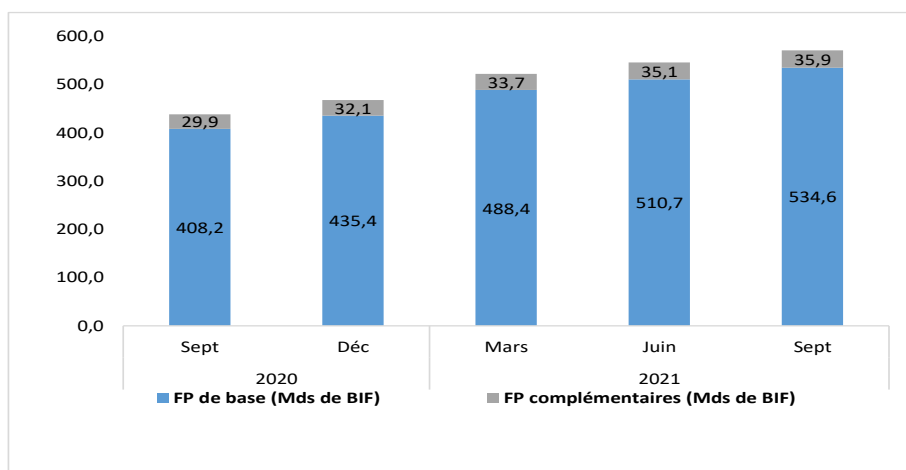
Graphique 16 : Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité



Source: BRB

Par rapport à la même période de 2020, les fonds propres de base ont augmenté de 31,0% à fin septembre 2021, se fixant à 534,6 contre 408,2 Mds de BIF, en liaison avec l'affectation d'une partie du résultat de l'exercice 2020 dans les réserves. Par rapport à fin juin 2021, ils ont augmenté de 4,7%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (Mds de BIF)



Source: BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 13,2% à fin septembre 2021, se fixant à 246.032,4 contre 217.362,1 MBIF à fin septembre 2020. De même, le résultat net a augmenté de 13,5%, passant de 113.420,7 à 128.706,4 MBIF. Néanmoins, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant respectivement à 2,7 et 22,6% à fin septembre 2021 contre 3,1 et 25,9% à fin septembre 2020.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au cours du troisième trimestre 2021, l'activité économique a décéléré dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (1,1 contre 1,7%), en rapport avec la résurgence de nouvelles infections de Covid-19 qui a entraîné des restrictions des mouvements de population et des difficultés d'approvisionnements des entreprises. L'inflation a globalement augmenté dans les principaux pays avancés et dans certains pays émergents, suite aux perturbations des chaînes d'approvisionnements et aux prix élevés de l'énergie et autres produits de base.

Les perspectives économiques mondiales pour l'année 2022 ont été revues à la baisse, suite à la découverte du nouveau variant de la Covid-16, Omicron, qui a motivé les pays à restreindre à nouveau les mouvements de la population. La croissance de l'économie mondiale devrait passer de 5,9% en 2021 à 4,4% en 2022, soit un demi-point de pourcentage de moins que celle qui avait été prévue dans les prévisions du FMI d'octobre 2021. Le volume du commerce mondial pourrait décélérer en 2022 (6,0 contre 9,3% en 2021), suite aux difficultés d'approvisionnement, principalement aux Etats-Unis et en Chine.

Au niveau de la Communauté Est Africaine, la croissance économique devrait s'accélérer en 2022 (5,6 contre 4,9% en 2021), et serait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (4,0%), en rapport avec les investissements très importants en infrastructures et les bonnes productions agricoles dans la plupart des pays.

S'agissant de la conjoncture économique nationale, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2022 (4,7 contre 3,3%), suite à l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs ; primaire (4,3 contre 3,6%), secondaire (4,5 contre 2,5%) et tertiaire (5,0 contre 3,4%).

Pour soutenir cette accélération de l'activité économique attendue en 2022, la Banque de la République du Burundi va poursuivre la politique monétaire accommodante à travers le refinancement des secteurs porteurs de croissance économique et les autres secteurs de l'économie nationale.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2018	2019	2020	2021	2022(proj.)
Secteur primaire	7,4%	2,8%	3,0%	3,6%	4,3%
- Agriculture vivrière	7,3%	5,0%	2,5%	3,5%	3,8%
- Agriculture d'exportation	7,4%	-18,4%	11,0%	1,6%	8,3%
- Café	9,0%	-60,0%	78,0%	-2,0%	15,0%
- Thé	3,0%	9,0%	0,5%	2,7%	6,0%
- Autres cultures d'exportation	30,6%	-37,8%	-20,0%	5,0%	7,0%
- Forêt	4,3%	-2,5%	5,0%	6,0%	8,0%
- Elevage	12,1%	-11,9%	5,0%	6,0%	8,0%
- Pêche	3,5%	-2,5%	4,0%	5,0%	9,0%
Secteur secondaire	2,5%	1,1%	0,4%	2,5%	4,5%
- Extraction	3,7%	2,1%	-7,2%	5,0%	10,0%
- Industries	1,6%	0,5%	0,4%	1,7%	4,0%
- Industries agroalimentaires	2,5%	0,6%	0,5%	1,5%	4,0%
- Industries Manufacturières	-1,6%	0,4%	0,2%	2,4%	3,9%
- Industries textiles	-4,2%	-8,4%	-4,2%	2,0%	3,0%
- Autres industries manufacturières	-1,0%	2,2%	1,0%	2,5%	4,0%
- Electricité, gaz et eau	3,9%	-2,5%	3,5%	5,0%	10,0%
- Construction	4,7%	3,0%	0,8%	4,0%	4,8%
Secteur tertiaire	3,2%	7,2%	-2,7%	3,4%	5,0%
- Commerce	9,0%	3,9%	-6,0%	2,0%	4,0%
- Transport et communication	4,5%	10,2%	-1,1%	2,8%	6,6%
- Transports	4,0%	9,5%	-7,0%	2,0%	4,0%
- Services de Postes, Télécommunication, Int	4,7%	10,4%	1,0%	3,0%	7,5%
- Banques et Assurances	9,9%	27,7%	9,0%	12,0%	15,0%
- Hébergement, Restaurant et autres services mar	1,9%	4,6%	-40,0%	4,0%	6,0%
- Administration publique	3,0%	2,8%	4,0%	4,3%	5,0%
- Education	3,0%	3,3%	3,5%	3,8%	5,5%
- Santé et action sociale	3,0%	3,4%	12,0%	4,0%	5,0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	29,2%	3,8%	-7,5%	5,0%	6,0%
- Services domestiques	-0,8%	3,8%	0,0%	3,0%	6,5%
- SIFIM	20,2%	3,8%	3,9%	15,0%	17,0%
PIB aux coûts des facteurs	4,3%	4,7%	-0,4%	3,3%	4,7%
Impôts et Taxes	12,9%	3,0%	-1,5%	3,3%	4,7%
PIB aux prix du marché	5,3%	4,5%	-0,5%	3,3%	4,7%

Source: BRB

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,1	8,6	1,8
févr-20	7,7	13,0	2,6
mars-20	7,1	12,0	2,4
avr-20	7,6	12,5	2,8
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,3	3,2
juil-20	7,7	12,2	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,3	9,9	2,0
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1

Source: BRB

Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 625,88	102 228,30	114 865,89	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	21 160,91	125 522,70	120 427,22	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	22 667,69	127 817,21	129 940,45	-2 123,23
juil-20	80 468,49	16 635,14	97 103,63	117 128,93	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	8 295,69	100 782,95	108 727,01	-7 944,05
nov-20	84 106,39	21 295,88	105 402,28	133 059,26	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 668,64	114 161,71	111 210,38	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 346,13	100 278,47	117 595,66	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	16 643,43	117 322,41	132 989,43	-15 667,02
mai-21	86 584,95	23 659,22	110 244,17	143 615,08	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 243,27	150 732,40	233 569,75	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 341,58	102 494,61	146 984,29	-44 489,68
août-21	117 462,41	26 049,21	143 511,61	156 449,76	-12 938,14
sept-21	115 432,75	19 221,32	134 654,07	128 840,42	5 813,65

Source: BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	55 134,4	2 114 968,1	929 050,5	3 044 018,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 369,6	2 211 977,2	932 695,8	3 144 673,0
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	65 322,7	2 239 754,4	927 716,5	3 167 470,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 553,5	2 278 865,3	937 501,2	3 216 366,5
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	74 319,9	2 308 505,8	940 872,9	3 249 378,7
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 597,4	3 374 524,0
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 054,0	3 410 837,6
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	963 078,7	3 389 200,2
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	966 901,1	3 440 071,2
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	977 731,5	3 502 022,9
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	988 004,0	3 554 166,0
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 000 919,8	3 591 698,8
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 003 104,0	3 794 147,0
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 013 063,4	3 819 683,0
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 023 272,7	3 847 405,1
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 035 965,0	3 886 318,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 041 679,1	3 911 999,4
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 039 174,9	3 967 294,5
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 039 986,8	3 929 303,3
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 044 034,5	3 967 500,2
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 052 796,5	3 997 426,1
juin-21	957 639,8	2 020 127,6	148 801,3	3 126 568,7	1 058 922,9	4 185 491,6
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	131 651,2	3 084 754,6	1 053 558,8	4 138 313,4
août-21	937 750,1	2 023 132,4	143 664,1	3 104 546,6	1 084 169,8	4 188 716,4
sept-21	903 396,7	2 059 924,1	139 006,3	3 102 327,1	1 094 309,0	4 196 636,1

Source: BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
Jan-18	172 260	154 539
Feb-18	170 882	168 632
Mar-18	167 621	171 915
Apr-18	143 711	211 263
May-18	164 888	240 642
Jun-18	153 401	261 700
Jul-18	170 178	296 208
Aug-18	171 713	290 076
Sep-18	166 234	298 588
Oct-18	158 420	286 969
Nov-18	146 546	268 534
Dec-18	150 237	248 370
Jan-19	163 427	258 199
Feb-19	165 114	267 534
Mar-19	192 194	281 986
Apr-19	167 995	292 282
May-19	163 240	315 130
Jun-19	170 302	334 215
Jul-19	153 993	339 205
Aug-19	157 630	345 488
Sep-19	152 207	363 439
Oct-19	156 012	394 511
Nov-19	146 124	403 814
Dec-19	155 224	406 075
Jan-20	154 268	436 181
Feb-20	174 541	459 837
Mar-20	182 136	442 928
Apr-20	161 386	439 302
May-20	162 923	434 219
Jun-20	171 658	429 154
Jul-20	134 709	424 606
Aug-20	120 569	440 119
Sep-20	164 248	446 366
Oct-20	164 054	339 258
Nov-20	151 140	330 083
Dec-20	162 574	322 720
Jan-21	151 967	289 339
Feb-21	114 955	295 983
Mar-21	98 996	291 565
Apr-21	100 840	309 092
May-21	114 239	333 837
Jun-21	134 515	344 713
Sep-21	124 443	372 132

Source: BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-21	5,13	6,77	2,87	3,81
févr-21	5,17	6,59	2,40	3,78
mars-21	4,85	6,79	2,23	3,78
avr-21	5,16	7,12	2,24	4,12
mai-21	5,32	7,04	2,46	4,04
juin-21	5,31	7,06	2,40	4,06
sept-21	5,70	6,60	3,20	3,50

Source: BRB

Annexe 7: Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	30/09/2020	30/06/2021	30/09/2021	Variation trimestrielle en %	Variation annuelle en %
I. EMPLOIS	3 665 907,0	4 432 399,6	4 832 572,9	9,0	31,8
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	3 164 690,9	3 811 222,0	4 165 690,9	9,3	31,6
A. Actifs Liquides	1 894 203,2	2 187 310,5	2 338 139,8	6,9	23,4
Caisse	83 906,8	77 694,6	110 126,1	41,7	31,2
B.R.B.	166 285,1	213 493,4	212 582,3	0,4	27,8
Avoirs auprès des banques et assimilés	86 708,2	159 567,0	178 713,7	12,0	106,1
Prêts à l'Etat	1 557 303,1	1 736 555,6	1 836 717,8	5,8	17,9
Bons, Obligations du Trésor	1 498 738,7	1 642 865,7	1 736 438,7	5,7	15,9
Autres Titres	58 564,4	93 689,9	100 279,1	7,0	71,2
B. Crédits	1 270 487,7	1 623 911,5	1 827 551,1	12,5	43,8
Court terme	595 683,1	702 088,3	813 453,9	15,9	36,6
Moyen terme	351 517,2	479 412,9	503 810,7	5,1	43,3
Long terme	323 287,5	442 410,2	510 286,4	15,3	57,8
Crédits bail	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	168 770,3	200 098,4	202 840,8	10,2	20,2
I.3. Autres emplois	332 445,8	421 079,3	464 041,3	9,0	39,6
II. RESSOURCES	3 665 907,0	4 432 399,6	4 832 572,9	6,2	31,8
II.1. Principales ressources	3 082 135,2	3 889 306,4	4 128 803,4	-	34,0
Clientèle	2 150 578,7	2 664 072,0	2 813 705,5	5,6	30,8
dont 10 grands dépôts des banques	965 009,2	1 239 602,7	1 266 288,5	2,2	31,2
Refinancement auprès B.R.B.	360 531,7	339 078,5	375 144,6	10,6	4,1
Dettes envers banques et assimilés	210 118,1	421 721,3	493 947,6	17,1	135,1
Capital et réserves	360 906,7	464 434,6	446 005,7	4,0	23,6
II.2. Autres ressources	583 771,8	543 093,2	703 769,6	29,6	20,6
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	408 206,7	510 732,9	534 606,2	4,7	31,0
Fonds propres (en MBIF)	438 090,9	545 801,0	570 498,8	4,5	30,2
Risques pondérés	1 378 570,9	1 960 898,1	2 520 404,5	28,5	82,8
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	29,6	26,0	21,2	-	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	31,8	27,8	22,6	-	-
Ratio de levier (norme 5%)	11,1	11,5	11,1	-	-
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	211 022,3	560 288,8	316 802,3	43,5	50,1
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	16,6	34,5	17,3	-	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	34,7	36,6	37,8	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	42,5	39,2	38,0	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	381,5	340,0	343,6	-	-
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	156 750,4	147 939,2	164 442,0	11,2	4,9
Créances à surveiller	73 566,0	81 435,6	91 731,8	12,6	24,7
Créances Non performantes	83 184,4	66 503,6	72 710,2	9,3	12,6
Créances pré douteuses	11 662,6	12 159,6	21 149,6	73,9	81,3
Créances douteuses	20 978,6	14 741,7	12 442,2	15,6	40,7
Créances compromises	50 543,2	39 602,3	39 118,4	1,2	22,6
Dépréciations	54 308,9	39 916,8	39 072,0	2,1	28,1
Taux des prêts non performants	6,5	4,1	4,0	-	-
Taux d'impayés	12,3	9,1	9,0	-	-
Taux de provisionnement	65,3	60,0	53,7	-	-
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	229,0	195,6	200,1	2,3	12,6
Coefficient de liquidité en devises	186,2	177,4	159,7	10,0	14,2
Total crédits/total dépôts (en %)	59,1	61,0	65,0	-	-
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	105,1	111,4	104,6	-	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	44,9	46,5	45,0	-	-
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	119 370,3	82 154,4	137 906,2	67,9	15,5
Résultat net de l'exercice	113 420,7	77 920,2	128 706,4	65,2	13,5
Produit Net Bancaire	217 362,1	157 203,0	246 032,4	56,5	13,2
ROA	3,1	1,76	2,7	-	-
ROE	25,9	14,28	22,6	-	-

Source: BRB